

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 15

16 avril 1996

S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 6 mars 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal Kordall, en abrégé SIKOR	page 244
Arrêté grand-ducal du 6 mars 1996 autorisant l'admission de la commune de Hosingen au syndicat intercommunal pour la promotion du canton de Clervaux	248
Arrêté grand-ducal du 15 mars 1996 autorisant l'admission de la commune de Garnich au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA Ouest) dans les communes de Bascharage, Bertrange, Clemency, Dippach, Kopstal, Leudelange, Mamer, Mondercange, Pétange et Strassen	248
Arrêté ministériel du 21 mars 1996 complétant l'arrêté ministériel du 21 février 1995 portant nomination des membres et membres suppléants du jury d'examen pour le stage judiciaire	249
Arrêté ministériel du 2 avril 1996 modifiant la fixation des audiences des juridictions judiciaires pendant l'année judiciaire 1995-1996	249
Administration des Eaux et Forêts – Vacances de poste	249
Administration des établissements pénitentiaires – Examens-concours	249
Administration judiciaire – Nominations	250
Administration des Services Techniques de l'Agriculture – Démission	250
Agréments délivrés aux entreprises maritimes conformément à la loi du 17 juin 1994 modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant création d'un registre public maritime luxembourgeois à la date du 28 février 1996	250
Circulation de signes monétaires émis par l'Institut Monétaire Luxembourgeois	252
Commission de coordination de l'enseignement secondaire technique – Nomination	252
Conseil arbitral des assurances sociales – Nomination	252
Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance – Nominations	252
Corps diplomatique – Nomination	252
Emprunt grand-ducal 4% de 1953 – Amortissement du 15 mai 1996	253
Entreprises d'assurances – «ASSUBEL-Accidents et Dommages» et «ASSURANCES GENERALES DE FRANCE VIE» – Agents d'assurances – Changements d'agrément	255
Fonds de Solidarité Viticole – Cotisation pour 1996	255
Indice des prix à la consommation au 1er mars 1996	255
Magistrature – Nominations	255
Ministère de la Famille – Fonds National de Solidarité – Nomination	255
Relations extérieures – Remise de lettres de créance	255
Santé – Concession de pharmacie	256
Titres au porteur – Oppositions – Mainlevées d'opposition	256
Administration des Contributions – Nomination – Rectificatif	258

Arrêté grand-ducal du 6 mars 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal Kordall, en abrégé SIKOR.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes de Bascharage en date du 29 novembre 1995, de Differdange en date du 19 décembre 1995 et de Pétange en date du 27 novembre 1995;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les communes de Bascharage, Differdange et Pétange sont autorisées à créer un syndicat intercommunal dénommé «syndicat intercommunal Kordall, en abrégé SIKOR».

Art. 2. Le syndicat a son siège à Pétange.

Art. 3. Le syndicat a pour objet:

- de promouvoir dans le cadre de l'aménagement du territoire la coordination intercommunale de la planification tant au niveau des plans d'aménagement qu'au niveau des plans de développement;
- de poursuivre cette coordination dans le cadre de l'aménagement général du territoire;
- de promouvoir la planification au niveau transfrontalier, la poursuite de cet objectif se faisant dans le respect des objectifs prémentionnés.

Cette planification coordonnée à trois niveaux constituera la base de projets particuliers et d'actions ponctuelles réalisés en commun.

Art. 4. Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social.

Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux. Ils s'engagent à n'organiser aucun service identique ni à entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

Art. 5. Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune-membre est représentée par deux délégués, membres du conseil communal, ayant chacun une voix.

Art. 6. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

Art. 7. La contribution annuelle de chaque commune-membre est fixée par le comité en fonction des besoins budgétaires du syndicat et au prorata de la population de chaque commune-membre.

Art. 8. Le syndicat est constitué pour une durée indéterminée.

Art. 9. Les statuts font partie intégrante de l'arrêté d'institution. Toute modification ultérieure des statuts doit être approuvée par les communes syndiquées avant d'être soumise à l'approbation du Grand-Duc.

Art. 10. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Berg, le 6 mars 1996.
Jean

STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL KORDALL (SIKOR)

1. Création du syndicat

(1.) Les communes de Bascharage, Differdange et Pétange ont convenu de créer un syndicat intercommunal dénommé «SYNDICAT INTERCOMMUNAL KORDALL, en abrégé SIKOR».

(2.) Le syndicat est régi par:

- la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée par la suite;
- l'arrêté grand-ducal autorisant sa création;
- les présents statuts qui font partie intégrante de l'arrêté grand-ducal d'institution.

2. Membres

(1). Les communes mentionnées au point 1. (1.) sont considérées comme membres-fondateurs.

(2.) D'autres communes peuvent entrer au syndicat conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi modifiée du 14 février 1900.

(3.) Un membre du syndicat peut sortir du syndicat dans les conditions prévues par l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1900.

3. Sièg

Le syndicat a son siège à Pétange.

4. Objet

(1.) Le syndicat a pour objet:

- de promouvoir dans le cadre de l'aménagement du territoire la coordination intercommunale de la planification tant au niveau des plans d'aménagement qu'au niveau des plans de développement;
- de poursuivre cette coordination dans le cadre de l'aménagement général du territoire;
- de promouvoir la planification au niveau transfrontalier, la poursuite de cet objectif se faisant dans le respect des objectifs prémentionnés.

Cette planification coordonnée à trois niveaux constituera la base de projets particuliers et d'actions ponctuelles réalisés en commun.

(2.) Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social. Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux. Ils s'engagent à n'organiser aucun service identique ni à entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

5. Administration

5.1. Le comité

(1.) Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune-membre est représentée par deux délégués, membres du conseil communal, ayant chacun une voix.

(2.) Les membres du comité sont élus au scrutin secret par les conseils communaux des communes intéressées parmi leurs membres dans les formes établies par les articles 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(3.) La durée du mandat des membres du comité est de six ans. Toutefois les conseils communaux peuvent révoquer leurs délégués en cours de mandat et les remplacer par d'autres délégués remplissant les conditions prescrites.

(4.) Le comité est renouvelé tous les six ans après chaque renouvellement des conseils communaux et dans le mois qui suivra l'installation des conseillers nouvellement élus.

(5.) En cas de renouvellement intégral du conseil de l'une des communes syndiquées par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouveau conseil procède dans la quinzaine de son installation à la désignation de ses délégués au comité du syndicat.

(6.) Les délégués sortants sont rééligibles.

(7.) En cas de vacance parmi les délégués par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

(8.) Tout délégué élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

(9.) Si un conseil, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, néglige ou refuse de nommer ses délégués, le bourgmestre et l'échevin premier en rang représentent la commune dans le comité du syndicat. En cas d'empêchement, ils sont remplacés conformément à l'article 64 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(10.) Conformément à l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988, des jetons de présence peuvent, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, être accordés aux membres du comité pour l'assistance aux séances du comité et à celles de ses commissions.

(11.) Les membres du comité ont encore droit à des frais de route et de séjour à fixer par le comité sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

(12.) Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

(13.) Sont notamment soumises à la décision du comité:

- a) l'élection du président, du vice-président et du membre du bureau du syndicat;
- b) la désignation et la révocation du secrétaire, du receveur et de tout autre personnel administratif et technique, la fixation du statut dudit personnel et de sa rémunération;
- c) la fixation des jetons de présence des membres du comité ainsi que l'indemnité du président;

- d) l'élaboration du règlement d'ordre intérieur;
- e) la fixation de la participation des communes aux dépenses;
- f) l'approbation des budgets et des comptes;
- g) l'acquisition, la vente et l'entretien des biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'accomplissement de la mission du syndicat.
- h) l'acceptation de dons et legs;
- i) la dissolution du syndicat, sans préjudice des dispositions de l'article 11 de la loi modifiée du 14 février 1900.

5.2. Le bureau

- (1.) Le comité élit parmi ses membres les membres de son bureau.
- (2.) Le bureau se compose du président, du vice-président et d'un membre. Chaque commune-membre fondateur dispose d'un membre au sein du bureau.
- (3.) Le comité peut renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet une délégation dont il fixe les limites.
- (4.) Le bureau rend compte de ses travaux au comité au moins une fois par semestre.

5.3. Le président

- (1.) Le comité élit, après chaque renouvellement des conseils communaux, au scrutin secret, parmi ses membres, un président qui restera en fonction pendant les six années correspondant à la période de service des conseillers communaux.
- (2.) Le président convoque les réunions du comité et du bureau conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1900.
- (3.) Il prépare les décisions du comité et se charge de leur exécution.
- (4.) Le président représente le syndicat en justice et dans tous les actes de la vie civile.
- (5.) Lorsque lors d'une séance du comité, il y a partage de voix sur un point de l'ordre du jour discuté, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage de voix dans cette seconde séance le président ou son remplaçant a voix prépondérante.
- (6.) En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président.

5.4. Le personnel

- (1.) Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.
 - (2.) Les travaux du secrétariat et ceux de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.
- L'engagement et la fixation du statut et de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

5.5. Le conseil technique

Le comité peut s'adjoindre un conseil technique. La composition et les attributions du conseil technique font l'objet d'un règlement du comité. Les modes d'élection et de révocation des membres dudit conseil technique sont subordonnés aux conditions et formalités prévues aux articles 31 à 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

5.6. La gestion administrative

- (1.) Le comité se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins deux fois par an.
- (2.) Le président est obligé de convoquer le comité, soit sur l'invitation du Ministre de l'Intérieur, soit sur celle du Commissaire de district, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité.
- (3.) La convocation se fait par écrit et à domicile au moins cinq jours avant celui de la réunion. Elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et en contient l'ordre du jour. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit par le président qui en indiquera le motif dans l'invitation.
- (4.) La réunion du comité est présidée par le président ou, à défaut, par le vice-président. Lorsque l'assemblée est convoquée à la demande du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, la séance est présidée et dirigée par celui qui a provoqué la convocation. Le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district ont entrée dans le comité. Ils sont toujours entendus quand ils le demandent. En cas d'urgence et à titre exceptionnel, ils peuvent se faire représenter par un délégué.
- (5.) Le comité ne peut prendre de résolution que si la majorité de ses membres en fonction est présente. Il décide à la majorité des suffrages.

(6.) Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

(7.) Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux règles prescrites à l'alinéa 5.6.(3.), et il est fait mention si c'est pour la deuxième ou pour la troisième fois que la convocation a eu lieu.

(8.) Les votes ont lieu conformément aux articles 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(9.) Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par le secrétaire, inscrites sur un registre coté et paraphé par le président; elles sont signées par tous les membres présents dans les meilleurs délais et si possible lors de la prochaine réunion du comité et du bureau, sans qu'il puisse être délivré expédition avant les signatures de la majorité.

(10.) Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par écrit dans les formes prévues par l'article 26 de la loi communale du 13 décembre 1988 pour les délibérations des conseils communaux. Les expéditions sont signées par le président ou, en cas d'empêchement par le vice-président, et contresignées par le secrétaire; elles énoncent les noms de tous les membres qui ont concouru à la délibération.

(11.) Les conseillers communaux des communes syndiquées sont autorisés à prendre connaissance des procès-verbaux des séances du comité.

(12.) Les séances du comité et du bureau ne sont pas publiques.

5.7. Les organes de surveillance

(1.) La surveillance du syndicat, notamment les actes portant approbation des budgets et comptes, est exercée par le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district. Elle s'exerce de la manière prévue pour la surveillance de la gestion de communes, sans préjudice des dispositions contraires inscrites à la loi modifiée et complétée du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.

(2.) Les décisions du comité sont soumises, comme celles des conseils communaux, à l'approbation de l'autorité supérieure pour autant que cette approbation est requise.

(3.) En général, les dispositions réglant les droits et obligations du collège des bourgmestre et échevins sont applicables au président, celles réglant les droits du conseil communal sont applicables au comité.

6. Gestion comptable et financière

(1.) La contribution annuelle de chaque commune-membre est fixée par le comité en fonction des besoins budgétaires du syndicat et au prorata de la population de chaque commune-membre.

(2.) Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du syndicat. Toutefois les livres de la comptabilité syndicale sont tenus selon les principes de la comptabilité commerciale.

(3.) La comptabilité comprend le budget ainsi que les comptes annuels qui se composent du bilan, établi au 31 décembre de chaque année, et du compte de pertes et profits. Les comptes annuels doivent être établis avec clarté et doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du syndicat.

(4.) Les règles relatives à l'évaluation des valeurs actives et passives du bilan, à l'amortissement et à la constitution éventuelle de réserves sont fixées par le comité du syndicat sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

(5.) Avant le 15 novembre de chaque année le budget de l'exercice à venir et le budget rectifié de l'exercice en cours sont soumis au vote du comité.

(6.) L'exercice financier commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

(7.) L'arrêté des comptes annuels et leur vérification se fait conformément à l'article 163 de la loi communale.

(8.) Copies du budget, du bilan et du compte de pertes et profits sont adressées annuellement aux communes-membres du syndicat après avoir été arrêtées par le Ministre de l'Intérieur.

(9.) Les charges d'exploitation figurant au compte de pertes et profits comprennent notamment:

- les dépenses d'exploitation et administratives proprement dites;
- les dotations annuelles aux comptes d'amortissement et de renouvellement des investissements;
- les frais financiers.

(10.) Les produits comprennent notamment:

- les revenus provenant des redevances et les recettes des prestations fournies;
- les redevances des communes-membres du syndicat;
- les revenus de capitaux.

(11.) Le budget annuel indique:

- à la section ordinaire les produits et les charges tels qu'ils sont définis aux alinéas 6.1.(8.) et (9.) ci-dessus;
- à la section extraordinaire notamment:

- en dépense - les crédits pour acquisitions et installations nouvelles;
- en recette - les versements en capital des communes-membres;
- les subsides, notamment ceux pour acquisitions et pour installations nouvelles
- les prélèvements sur les comptes d'amortissement et de renouvellement des investissements.

(12.) Le syndicat est sans but lucratif; un excédent de recettes éventuel du compte de pertes et profits est transféré sur un compte de réserve qui sert principalement à la couverture de pertes éventuelles ultérieures et subsidiairement au renouvellement des investissements.

7. Durée et dissolution du syndicat

Le syndicat est constitué pour une durée indéterminée.

8. Changement des statuts

Les statuts peuvent être modifiés à la demande du comité ou d'une commune syndiquée. La modification ne sera adoptée que si toutes les communes-membres y donnent leur accord. Elle reste soumise à l'approbation du Grand-Duc conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 14 février 1900.

Arrêté grand-ducal du 6 mars 1996 autorisant l'admission de la commune de Hosingen au syndicat intercommunal pour la promotion du canton de Clervaux.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu la délibération du conseil communal de la commune de Hosingen en date du 26 juillet 1995 aux termes de laquelle le prédit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal pour la promotion du canton de Clervaux dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 6 novembre 1985;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Clervaux, de Consthun, de Heinerscheid, de Munshausen, de Troisvierges, de Weiswampach et de Wincrange desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune de Hosingen au syndicat intercommunal en question;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les délibérations prévues ayant pour objet l'admission de la commune de Hosingen au syndicat intercommunal pour la promotion du canton de Clervaux.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Berg, le 6 mars 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 15 mars 1996 autorisant l'admission de la commune de Garnich au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA Ouest) dans les communes de Bascharage, Bertrange, Clemency, Dippach, Kopstal, Leudelange, Mamer, Mondercange, Pétange et Strassen.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu la délibération du conseil communal de la commune de Garnich en date du 9 octobre 1995 aux termes de laquelle le prédit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA Ouest) dans les communes de Bascharage, Bertrange, Clemency, Dippach, Kopstal, Leudelange, Mamer, Mondercange, Pétange et Strassen dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 3 avril 1989;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Bascharage, Bertrange, Clemency, Dippach, Kehlen, Leudelange, Mamer, Mondercange, Pétange et Strassen desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune de Garnich au syndicat intercommunal en question;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les délibérations prévues ayant pour objet l'admission de la commune de Garnich au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA Ouest) dans les communes de Bascharage, Bertrange, Clemency, Dippach, Kopstal, Leudelange, Mamer, Mondercange, Pétange et Strassen.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Berg, le 15 mars 1996.
Jean

Arrêté ministériel du 21 mars 1996 complétant l'arrêté ministériel du 21 février 1995 portant nomination des membres et membres suppléants du jury d'examen pour le stage judiciaire.

Le Ministre de la Justice,

Vu mon arrêté du 21 février 1995 portant désignation des membres du jury d'examen prévu par l'article 21 du règlement grand-ducal du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat;

Vu l'empêchement légitime de deux membres du Barreau de faire partie du jury d'examen pour la session ordinaire de 1996 de l'examen de fin de stage judiciaire;

Arrête:

Art. 1^{er}. Pour la session ordinaire de 1996 le jury d'examen prévu par l'article 21 du règlement précité du 21 janvier 1978 est complété par Maître Jean Hoffeld, avocat, membre effectif et Maître René Beissel, avocat, membre suppléant.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 21 mars 1996.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Arrêté ministériel du 2 avril 1996 modifiant la fixation des audiences des juridictions judiciaires pendant l'année judiciaire 1995-1996.

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 142 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

Vu les avis de la Cour Supérieure de Justice du 7 mars 1996;

Arrête:

Art. 1^{er}. Par dérogation au point 3 de l'article 4 de mon arrêté du 11 septembre 1995 portant fixation des audiences des juridictions judiciaires pendant l'année judiciaire 1995-1996, les audiences en matière de bail à loyer du 29 avril 1996, 13 mai 1996, 10 juin 1996, 8 juillet 1996 et du 15 juillet 1996, chaque fois à 15.00 heures en la salle n° 1 sont supprimées.

Art. 2. Trois audiences supplémentaires réservées aux affaires de droit du travail – régime des employés privés – sont ajoutées au point 5 de l'article 4 de mon arrêté du 11 septembre 1995 portant fixation des audiences des juridictions judiciaires pendant l'année judiciaire 1995-1996, chaque fois à 15.00 heures en la salle 1, aux dates suivantes:

lundi, 13 mai 1996
lundi, 10 juin 1996
lundi, 8 juillet 1996.

Art. 3. Le présent arrêté est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 2 avril 1996.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Administration des Eaux et Forêts. – Vacances de poste. – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'il y a deux vacances de poste dans la carrière supérieure de l'ingénieur auprès de l'Administration des Eaux et Forêts.

Administration des établissements pénitentiaires. – Examens-concours. – L'Administration pénitentiaire organisera au mois de juillet 1996 un examen-concours d'admission au stage dans la carrière moyenne de l'éducateur gradué et dans la carrière inférieure du gardien.

Administration judiciaire. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 11 mars 1996, Monsieur Alain Bernard, Mademoiselle Malou Grisius, Madame Alexia Schaack et Monsieur Michael Tremuth, rédacteurs à l'administration judiciaire, ont été nommés rédacteurs principaux à la même administration avec effet au 1er mars 1996.

Administration des Services Techniques de l'Agriculture. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 15 mars 1996, démission honorable de ses fonctions a été accordée, pour cause de limite d'âge, à Monsieur Marcel Haas, ingénieur 1ère classe à l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture, avec effet au 30 mars 1996.

Agréments délivrés aux entreprises maritimes conformément à la loi du 17 juin 1994 modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant création d'un registre public maritime luxembourgeois à la date du 28 février 1996.

	Date de l'agrément
1. ADMIRAL'S CRUISES COMPANY S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	30.06.1995
2. ALSTOL S. à r. l., 18, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg	21.07.1995
3. AMARLUX S. à r. l, 4, an Hesselter, L-6171 Godbrange	15.03.1995
4. BACINO CHARTER COMPANY S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	16.02.1996
5. BBC (LUXEMBOURG) S.A., 3, rue de l'Industrie, L-1811 Luxembourg	30.06.1995
6. BEAUMER S.A., 11, avenue de la Gare, L-1022 Luxembourg	16.10.1995
7. BIBUTANK S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	22.09.1995
8. BLUE STEAM & SHIPPING S.A., 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg	10.07.1995
9. BOCIMAR LUXEMBOURG S.A., 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg	15.05.1995
10. BOUSSOLE CHARTERING COMPANY S.A., 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	15.03.1995
11. BYBLOS MARITIME S.A., 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg	16.02.1996
12. CALIFORNIA SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	18.10.1995
13. CMB TRANSPORT LUXEMBOURG S.A., 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg	15.05.1995
14. COBELFRET BULK CARRIERS (LUXEMBOURG) COBURG S.A., 9, rue de St. Hubert, L-1744 Luxembourg	22.07.1994
15. COBELFRET (LUXEMBOURG) S.A., 3, rue de l'Industrie, L-1811 Luxembourg	22.06.1995
16. CRUISE LINE SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	30.06.1995
17. CRYSTAL MARINE S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	18.10.1995
18. DREAM SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	22.01.1996
19. DREDGING AND MARITIME MANAGEMENT S.A., 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	05.12.1995
20. EURO HANSA LINES S.A., 121b, route de Luxembourg, L-7241 Bereldange	21.03.1995
21. EUROEAST LINES S.A., 3a, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg	20.12.1994
22. EURONAV LUXEMBOURG S.A., 11, avenue de la Gare, L-1022 Luxembourg	02.06.1995
23. EUROPEAN CABLESHIP S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	18.09.1995
24. EUROPEAN MARITIME SERVICES A.G., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	29.09.1995
25. EUROPEAN NAUTICAL ENTERPRISES S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	09.08.1995
26. EXMAR LUX S.A., 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg	21.02.1995
27. E.T.M. CRYSTAL PILGRIM (LUXEMBOURG) S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	29.09.1995
28. E.T.M. CRYSTAL PIONEER (LUXEMBOURG) S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	10.08.1995
29. E.T.M. CRYSTAL PRIDE (LUXEMBOURG) S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	10.08.1995
30. E.T.M. CRYSTAL PRIMADONNA (LUXEMBOURG) S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	10.08.1995
31. E.T.M. CRYSTAL PRINCE (LUXEMBOURG) S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	10.08.1995
32. E.T.M. CRYSTAL PRIVILEGE (LUXEMBOURG) S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	10.08.1995
33. E.T.M. LUXEMBOURG A.G., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	12.09.1995
34. FEDNAV (LUXEMBOURG) S.A., 3, rue de l'Industrie, L-1811 Luxembourg	22.06.1995
35. FUNCRAFT SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	21.03.1995
36. GEMARLUX S.A., 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg	28.11.1994
37. GRANDE VITESSE S.A., 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg	16.02.1996
38. HAALAND LUX S.A., 11, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg	21.02.1995
39. HAPPY FLY AND SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	13.07.1995

40. HASCO-AHLERS SHIPPING COMPANY Ltd S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	18.09.1995
41. HOL-MARITIME I S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	18.09.1995
42. HOL-MARITIME II S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	18.09.1995
43. HOL-MARITIME III S.A., 2, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg	18.09.1995
44. INTERNATIONAL NORTH SEA SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	13.07.1995
45. JCP SAIL AND DIVE S.A., 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg	18.09.1995
46. KERIVOR S.A., 11, avenue de la Gare, L-1022 Luxembourg	02.06.1995
47. LAIOS S.A., 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg	06.02.1995
48. LAS BRISAS S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	22.01.1996
49. LE GLOAN YACHTING S.à r. l., 8, rue Beau-Soleil, L-5318 Contern	13.01.1995
50. LOGIS NAUTIQUES S.A., 11, avenue de la Gare, L-1022 Luxembourg	21.02.1995
51. LUXEMBOURG SHIPPING SERVICES S.A., 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	10.07.1995
52. LUXMARINE S.A., 7A, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg	16.10.1995
53. MARITIME CARRIERS LUXEMBOURG S.A., 16, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg	07.12.1995
54. MARTEC S.A., 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	20.12.1994
55. MEDITERRANEE HOLIDAY SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	18.10.1995
56. MER BLEUE CHARTER S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	24.04.1995
57. MERSHIP LUXEMBOURG SA., 39, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg	22.01.1996
58. NARTAL S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	18.09.1995
59. NATHROCH S. à r. l., 52, rue de la Libération, L-4210 Esch-sur-Alzette	10.08.1995
60. NAVILUX S.A., 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg	16.02.1996
61. NAVIMER S.A., Port de Mertert, L-6688 Mertert	19.06.1995
62. NS-MANAGEMENT S.A., 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	15.12.1995
63. PBC LUX S.A., 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg	29.11.1994
64. PETROBULK LUX S.A., 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg	22.06.1995
65. PORTEUR S.A., 21-25 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	21.02.1995
66. RENT SHIPPING LUXEMBOURG S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	22.01.1996
67. ROGUEDAS S.A., 11, avenue de la Gare, L-1022 Luxembourg	30.06.1995
68. SEA NABAR S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	16.10.1995
69. SEATRACORP S.A., 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg	16.02.1996
70. SHIKAKO S.A., 11, avenue de la Gare, L-1022 Luxembourg	02.06.1995
71. SHIPPINGLUX S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	10.08.1995
72. SOCIETE INTERNATIONALE D'OPERATIONS MARITIMES S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	30.06.1995
73. SOCIETE MARITIME LUXEMBOURGEOISE DE LA HAUTE MER S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	28.03.1995
74. SUN AND FUN CHARTER S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	21.03.1995
75. TECTO LUXEMBOURG S.A., 73, rue du Fort Neipperg, L-2230 Luxembourg	21.02.1995
76. TRANSOCEAN INTERNATIONAL S.A., 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	20.11.1995
77. TRIMAR S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	21.03.1995
78. UBE (LUXEMBOURG) S.A., 3, rue de l'Industrie, L-1012 Luxembourg	22.06.1995
79. VIALAL INTERNATIONAL S.A., 19-21 bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg	10.07.1995
80. WHITE STEAM AND SHIPPING S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	22.06.1995

Agréments délivrés aux dirigeants d'entreprises maritimes conformément à la loi du 17 juin 1994 modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant création d'un registre public maritime luxembourgeois à la date du 28 février 1996.

1. Bollaert Romain, Port de Mertert, L-6688 Mertert	16.06.1995
2. Bracke Freddy, 9, rue de St. Hubert, L-1744 Luxembourg	22.07.1994
3. D'Harcour André, 4, an Hesselter, L-6171 Godbrange	15.03.1995
4. D'Have Jacques, 124, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg	07.02.1996
5. Darche Christian, 96, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg	07.12.1995
6. De Laet Charles, 127A, rue de Leudelange, L-8079 Luxembourg	18.10.1995
7. Frere Roland, 40, rue des Prés, L-5316 Contern	28.11.1994
8. GEMARLUX S.A., 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg	28.11.1994
9. Johnsen Svend Ketil, 45, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg	22.01.1996

10. Kill Jean-Paul, 35, rue Jean Marx, L-8250 Mamer	28.11.1994
11. Le Gloan Guy, 8, Rue Beau Soleil, L-5318 Contern	13.01.1995
12. Marien Walter, 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	08.02.1995
13. Martens Dirk, 21, rue Alfred Musset, L-2175 Luxembourg	16.02.1996
14. Staut Leo, 2, rue Jean Engling, L-1466 Dommeldange	21.02.1995
15. Theisen Michel Nor., 85, rte d'Echternach, L-1453 Luxembourg	15.03.1995
16. TRIMAR S.A., 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg	10.07.1995
17. Van Herck Raymond, 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg	15.03.1995
18. Wiscour-Conter Pasc., 257, rte d'Esch, L-1471 Luxembourg	21.03.1995

Circulation de signes monétaires émis par l'Institut Monétaire Luxembourgeois.

(Publication prévue par l'art. 19, al. 2 de la loi du 20 mai 1983 portant création d'un Institut Monétaire Luxembourgeois).

Situation au 29 février 1996:

a) Billets	Francs
F 5.000 (type 1993):	2.993.100.000,-
F 1.000 (type 1985):	1.390.510.000,-
F 100 (type 1986):	207.437.400,-
b) Monnaies métalliques	
F 50 (type 1987):	509.909.200,-
F 20 (type 1990):	21.969.580,-
F 5 (type 1986):	119.863.985,-
F 1 (type 1988):	47.997.774,-
	Sous-total: 5.290.787.939,-
Monnaies numismatiques	3.422.664,-
Monnaies commémoratives	17.077.550,-
	Total: 5.311.288.153,-

Institut Monétaire Luxembourgeois

Commission de coordination de l'enseignement secondaire technique. – Nomination. – Par arrêté ministériel du 21 mars 1996, Madame Christiane *Colling-Michels*, employée auprès du Service de la Formation professionnelle, a été nommée secrétaire administrative de la commission de coordination de l'enseignement secondaire technique.

Conseil arbitral des assurances sociales. – Nomination. – Par arrêté ministériel du 28 mars 1996, Madame Astrid *Maas*, juge de Paix à Luxembourg, a été appelée à remplacer les président et vice-président du conseil arbitral des assurances sociales en cas d'empêchement temporaire ou de récusation de ceux-ci.

Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance. – Nominations. – Par arrêté de la Ministre de la Famille du 25 mars 1996, ont été nommés Madame Monique *Frommes*, demeurant à L-1711 Luxembourg, membre effectif en remplacement de Monsieur Marcel *Ludwig* et Monsieur Alex *Weber*, demeurant à L-1311 Luxembourg, membre suppléant du Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance en remplacement de Madame Monique *Frommes*.

Corps diplomatique. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 31 mars 1996, Monsieur Christian *Braun* a été nommé Conseiller de Légation adjoint en service ordinaire.

Emprunt gr.-duc. 4% de 1953 - amortissement du 15 mai 1996

(Art. 3 de l'arrêté ministériel du 10 mars 1953 réglant les conditions d'émission d'un emprunt de consolidation)

L'amortissement à la date du 15 mai 1996 de l'emprunt gr.-duc. 4% de 1953, pour lequel une somme de 8.980.000 fr. est prévue, a donné le résultat suivant:

Littera A: 295 obligations à 1.000 fr.

52	1794	2599	3213	3866	4740	5303	6286	6814	7490
196	1817	2612	3247	3879	4815	5381	6346	6839	7508
288	1845	2615	3265	3898	4824	5403	6355	6862	7541
371	1864	2629	3271	3909	4831	5457	6359	6883	7563
478	1896	2655	3289	3945	4843	5479	6382	6892	7638
522	1932	2672	3309	3954	4853	5519	6408	6910	7651
552	1967	2679	3312	3976	4857	5564	6443	6921	7664
564	1971	2689	3317	3982	4862	5610	6463	6935	7691
663	1985	2721	3330	3992	4886	5629	6475	6960	7710
831	1989	2735	3349	4008	4919	5647	6483	6984	7743
853	2022	2768	3351	4025	4945	5653	6501	7009	7773
885	2051	2781	3418	4048	4956	5789	6528	7019	7796
889	2082	2799	3426	4071	4962	5804	6539	7065	7820
937	2091	2815	3427	4119	4963	5899	6547	7086	7834
1011	2125	2843	3432	4129	4978	5920	6559	7146	7864
1058	2168	2861	3450	4195	5006	5939	6589	7152	7914
1205	2197	2873	3472	4211	5023	6012	6597	7176	8001
1265	2205	2887	3482	4394	5026	6025	6606	7191	8094
1296	2228	2893	3493	4425	5077	6051	6624	7212	8142
1343	2239	2907	3552	4506	5093	6062	6641	7217	8161
1365	2242	2920	3597	4543	5117	6145	6643	7224	8276
1444	2314	2963	3647	4558	5141	6164	6659	7236	8320
1495	2405	2964	3654	4588	5178	6186	6674	7247	8403
1529	2431	3008	3656	4611	5194	6208	6700	7271	8421
1559	2440	3027	3727	4650	5240	6212	6707	7344	8475
1592	2452	3053	3731	4668	5256	6218	6736	7364	8505
1636	2453	3057	3734	4694	5272	6230	6780	7388	8560
1689	2470	3081	3748	4698	5281	6247	6795	7417	8616
1712	2481	3093	3772	4713	5302	6254	6803	7425	8673
1742	2591	3160	3794	4733					

Littera B: 243 obligations à 5.000 fr.

21	523	989	1714	2539	3391	4238	4714	5282	6285
43	532	1090	1723	2722	3392	4239	4721	5300	6288
49	543	1118	1733	2724	3423	4310	4739	5380	6306
64	557	1204	1756	2746	3482	4314	4740	5475	6313
71	559	1225	1764	2779	3507	4344	4780	5489	6330
94	663	1226	1919	2780	3508	4346	4863	5490	6382
95	674	1261	1923	2814	3556	4387	4883	5560	6397
112	691	1305	1931	2879	3621	4393	4905	5601	6414
121	708	1317	1940	2924	3671	4453	4981	5613	6452
136	718	1351	2011	2935	3732	4472	4982	5655	6458
164	724	1356	2013	2937	3807	4504	5020	5705	6593
167	740	1358	2017	3007	3849	4518	5026	5731	6639
168	741	1393	2026	3011	3882	4540	5027	5796	6657
174	743	1394	2054	3038	3908	4541	5036	5863	6666
236	753	1438	2094	3059	3931	4542	5044	5934	6668
266	765	1447	2193	3115	3957	4562	5074	5950	6708
274	793	1486	2194	3125	3969	4586	5079	5990	6717
311	805	1507	2232	3214	4017	4600	5141	6051	6760
334	853	1522	2233	3241	4051	4602	5148	6065	6772
355	860	1551	2238	3252	4106	4610	5166	6074	6790
359	885	1573	2397	3307	4108	4612	5185	6104	6835
484	891	1615	2398	3310	4113	4614	5248	6152	6893
493	913	1638	2492	3372	4114	4687	5250	6158	6902
501	937	1668	2538	3377	4172	4689	5252	6198	6905
503	941	1698							

Littera C: 177 obligations à 10.000 fr.

83	739	1119	1572	2136	2869	3422	3838	4217	4546
250	784	1147	1633	2143	2876	3429	3880	4254	4555
272	812	1174	1643	2213	2910	3445	3887	4276	4579
289	827	1187	1681	2321	2918	3480	3913	4302	4623
327	850	1194	1734	2375	2946	3508	3936	4314	4655
366	866	1231	1790	2383	2977	3532	3968	4337	4701
372	917	1248	1802	2408	2983	3611	3980	4356	4702
409	928	1254	1842	2484	3014	3625	4004	4366	4705
461	954	1295	1849	2528	3038	3649	4030	4407	4755
492	977	1302	1871	2596	3082	3660	4054	4414	4792
511	978	1317	1884	2665	3159	3722	4071	4432	4818
536	989	1350	1903	2688	3179	3741	4099	4446	4836
580	1010	1400	1908	2697	3210	3751	4115	4462	4895
612	1035	1423	2006	2750	3215	3770	4147	4478	4916
640	1036	1445	2042	2763	3299	3776	4148	4528	4917
660	1038	1446	2057	2847	3312	3793	4155	4542	5017
672	1070	1473	2111	2863	3320	3821	4187	4544	5100
705	1088	1545	2119	2864	3368	3825			

Littera D: 10 obligations à 50.000 fr.

12	47	61	76	131	159	200	246	248	278
----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Littera E: 52 obligations à 100.000 fr.

27	339	524	638	863	995	1097	1229	1323	1400
139	343	549	669	869	1024	1119	1263	1344	1413
186	380	570	704	946	1037	1140	1265	1350	1421
267	396	598	706	964	1083	1151	1307	1360	1431
301	439	617	736	978	1094	1208	1312	1382	1446
320	488								

Les obligations amorties suivantes n'ont pas encore été présentées
au remboursement:

Littera A à 1.000 fr.

5 (5)	536 (9)	2662 (10)	3438 (1)	7537 (8)	8324 (9)
6 (6)	2084 (9)	2872 (4)	3441 (2)	7889 (9)	8354 (10)
7 (7)	2160 (3)	3342 (7)	3442 (7)	7890 (8)	8389 (8)
62 (9)					

Littera B à 5.000 fr.

69 (4)	85 (9)	2778 (4)	3292 (5)	4397 (4)	5785 (8)
81 (10)	261 (10)	3291 (4)	3632 (6)	4934 (7)	6892 (10)

Littera C à 10.000 fr.

500 (10)	1414 (10)	3182 (10)	4950 (10)	5225 (10)	5314 (10)
1370 (9)	3177 (10)	3917 (9)			

- (1) amortissement du 15 mai 1985
- (2) amortissement du 15 mai 1986
- (3) amortissement du 15 mai 1988
- (4) amortissement du 15 mai 1989
- (5) amortissement du 15 mai 1990
- (6) amortissement du 15 mai 1991
- (7) amortissement du 15 mai 1992
- (8) amortissement du 15 mai 1993
- (9) amortissement du 15 mai 1994
- (10) amortissement du 15 mai 1995

Les obligations remboursables pourront être présentées directement à
la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres.

Après l'amortissement de 8.980.000 fr. un montant de 73.760.000 fr.
reste en circulation.

Entreprises d'assurances. – «ASSUBEL-Accidents et Dommages». – Agents d'assurances. – Changement d'agrément. – Par arrêté ministériel du 25 mars 1996, les agréments dans les branches autres que Vie des agents d'assurances de l'entreprise d'assurances «ASSUBEL-Accidents et Dommages S.A.» sont transformés en agréments pour compte de l'entreprise d'assurances «ASSURANCES GENERALES DE FRANCE I.A.R.T.», et ceci avec effet au 1er janvier 1996.

Entreprises d'assurances. – «ASSURANCES GENERALES DE FRANCE VIE». – Agents d'assurances. – Changement d'agrément. – Par arrêté ministériel du 25 mars 1996, les agréments dans la branche Vie des agents d'assurances de l'entreprise d'assurances «ASSURANCES GENERALES DE FRANCE VIE» sont transformés en agréments pour compte de l'entreprise d'assurances «ASSUBEL-VIE», et ceci avec effet au 1er janvier 1996.

Fonds de Solidarité Viticole. – Cotisation pour 1996. – Suivant décision du Comité-directeur du Fonds de Solidarité Viticole du 22 mars 1996, approuvée le 26 mars 1996 par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, la contribution à payer par les exploitations viticoles est fixée à 3.000.- (trois mille francs) pour l'année 1996 par hectare de vignes en exploitation.

Indice des prix à la consommation au 1^{er} mars 1996. – L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 est de **115.85** par rapport à la base 100 de l'année 1990.

Raccordé à la base 100 au 1^{er} janvier 1948, l'indice «hors contribution sociale sur les carburants» est de 569.23. (Loi du 17.6.1994).

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1^{er} mars 1996 à **567.12**.

Luxembourg, le 28 mars 1996.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques

Magistrature. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 21 février 1996,

- Madame Agnès Zago, juge de paix à la justice de paix d'Esch-sur-Alzette, a été nommée juge de paix à la justice de paix de Luxembourg
- Monsieur Georges Muehlen, substitut au Parquet Général, a été nommé juge de paix à la justice de paix d'Esch-sur-Alzette.

Par arrêté grand-ducal du 26 février 1996, Mademoiselle Marie-Jeanne Kappweiler, attaché de justice, a été nommée substitut au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Ministère de la Famille. – Fonds National de Solidarité. – Nomination. – Par arrêté ministériel du 22 mars 1996 Monsieur Francis Delaporte, commissaire du Gouvernement aux étrangers a été nommé membre du comité directeur en remplacement de Monsieur Raymond Watgen, premier conseiller de Gouvernement en retraite.

Relations extérieures. – Remise de lettres de créance. – Le 28 février 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Dr Josef Magerl, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Autriche. A la même occasion Son Excellence Dr Josef Magerl a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 28 février 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Jaiffar bin Salim bin Ali Al-Said, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Sultanat d'Oman. A la même occasion Son Excellence Monsieur Jaiffar bin Salim bin Ali Al-Saif a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 28 février 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Hamed Ahmed Elhouderi, Secrétaire du Bureau Populaire de la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste. A la même occasion Son Excellence Monsieur Hamed Ahmed Elhouderi a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 28 février 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Jaroslav Sedivy, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de la République Tchèque. A la même occasion Son Excellence Monsieur Jaroslav Sedivy a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 1er mars 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Madame Vilma E. Ramirez, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Panama. A la même occasion Son Excellence Madame Vilma E. Ramirez a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 1er mars 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Madame Annette De Kock Joubert, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Afrique du Sud. A la même occasion Son Excellence Madame Annette De Kock Joubert a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 1er mars 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Borys Tarasyuk, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine. A la même occasion Son Excellence Monsieur Borys I. Tarasyuk a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 1er mars 1996 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Michalis A. Attalides, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Chypre. A la même occasion Son Excellence Monsieur Michalis A. Attalides a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Santé. – Concession de pharmacie. – Par arrêté ministériel du 3 février 1996, Mme Marianne Marxen, ép. Marx, née le 2 janvier 1951, a été autorisée à reprendre et à exploiter la concession de pharmacie vacante à Luxembourg-Bonnevoie (anciennement pharmacie Dieschbourg).

Titres au porteur. – Oppositions (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte d'un exploit de l'huissier Roland Funk à Luxembourg en date du 7 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
DEKALUX 4/98 wkn 974 091, 1 certificat de 10 parts au n°.: 503481;
 - Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Pierre Kremmer à Luxembourg en date du 8 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
WERELDTOUR S.A., 8 coupons payables le 29 janvier 1996, détachés de LUF 2.000.000, nominal obligations, 10,125%, 1991/96, 8 certificats de 250.000 LUF aux n°s.: 2088/2091, 2112/2115;
 - Il résulte de quatre exploits de l'huissier de justice Marc Graser à Luxembourg en date du 12 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
 - 1) BBL RENTA FUND OBLI-FIX 2005 CAP., 395 parts, 15 coupures de 25 aux n°s.: 6902/16, 4 coupures de 5 aux n°s.: 3285/8, Code ISIN: LU0054691471,
 - 2) DEKALUX 7/96, wkn 972 411, 2 certificats de 10 parts aux n°s.: 557256/7,
 - 3) a) G-BOND FUND SICAV G-RENTINVEST (Distribution), 10 coupons n°.: 32, détachés de 10 certificats de 100 parts aux n°s.: 273187/96, Code ISIN: LU0010001013,
b) BMW FINANCE, 2 coupons, échéance au 3 novembre 1995, détachés de LUF 500.000, nominal obligations, 8,25%, 1994/2000, Code ISIN: XS0053267539, 2 certificats de 250.000 aux n°s.: 25.545/6,
 - 4) PROVINCE OF ONTARIO, 10%, C\$ 10.000, date d'émission 30.09.1992, date d'échéance 30.09.1996, n°.: G.V.+001172, coupon au 30.09.1996 attaché, Code ISIN: XS0033854778;
 - Il résulte de deux exploits de l'huissier de justice Marc Graser à Luxembourg en date du 13 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
 - 1) REPUBLIC OF FINLAND, 10,25%, 1990/95, n°s.: 2663/4, 2 titres de 1000 XEU, et n°.: 337, 1 titre de 10.000 XEU, coupon 02.10.1995 attaché, Code ISIN: XS0027860104,
 - 2) a) DEKALUX 10/95, wkn 972 053, 1 certificat de 10 parts au n°.: 173330,
b) DEKALUX-S RENDITE 7/98, wkn 972413, 4 certificats de 5 parts aux n°s.: 208982/5.
-

Titres au porteur. – Mainlevées d'opposition (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte d'un exploit en date du 7 mars 1996 que l'huissier de justice Roland Funk à Luxembourg que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date du 17 novembre 1995 par exploit de l'huissier de justice Marc Graser à Luxembourg dans la mesure où cet exploit portait sur les titres DEKALUX 1/98 A wkn 973 845, 2 certificats de 10 parts aux n°s.: 503622/3 et 8 certificats de 1 part aux n°s.: 5143/5.
-

Titres au porteur. – Oppositions (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte de deux exploits de l'huissier Roland *Funk* à Luxembourg en date du 18 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
 - 1) IPPA FIN. CO BV, 8%, 1995/9, code ISIN: XS0055770803, 10 certificats de 50.000 LUF, n^{os}: 25084/6 et 13661/7, coupons au 4 juin 1996 et suivants attachés;
 - 2) a) KAPITALUX, 2 parts avec échéance au 2 juin 2002 et une valeur nominale de 10.000 LUF chacun, n^{os}: 10 000 30951/2, 6,8%, n^o: de la commande 0050/16 et 0051/17,
 - b) ABL-000044, une euro-obligation, échéance au 17 novembre 1997 et une valeur nominale de 100.000 LUF, au n^o: 7195, n^o: de la commande 0461/39;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Marc *Graser* à Luxembourg en date du 18 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
DEKALUX-S RENDITE 1/98, wkn 972 165, 2 certificats de 10 parts aux n^{os}: 521949/50;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Pierre *Biel* à Luxembourg en date du 19 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
MDJ S.A., certificat n^o: 41, représentant 100 obligations au porteur convertibles, emprunt émis le 01.12.91 au taux de 8% l'an, échéance 2001, montant de 33.000.000 LUF;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Roland *Funk* à Luxembourg en date du 20 mars qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
DEKALUX-S RENDITE 10/97, wkn 972071, 1 certificat de 10 parts au n^o: 227807.

Titres au porteur. – Mainlevées d'opposition (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte d'un exploit en date du 18 mars 1996 de l'huissier de justice Marc *Graser* à Luxembourg que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date du 6 décembre 1995 par exploit de l'huissier de justice Roland *Funk* à Luxembourg dans la mesure où cet exploit portait sur les titres DEKALUX 10/95, wkn 972 053, 5 certificats de 10 parts aux nos.: 150529/33;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Marc *Graser* à Luxembourg en date du 18 mars 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date du 16 février 1996 par l'huissier de justice Roland *Funk* à Luxembourg portant sur 1000 certificats de 100 actions de valeur nominale de USD 10 chacune de la société ESPIRITO SANTO FINANCIAL HOLDING S.A., soit 100.000 actions aux n^{os}: 10.760.001 à 10.860.000, chaque certificat est muni d'une feuille de coupons numérotés de 10 à 30 inclus;
- Il résulte d'une information des personnes intéressées en date du 19 mars 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date du 16 octobre 1995 par exploit de l'huissier de justice Michelle *Thill* à Luxembourg portant sur les titres EUROPEAN INVESTMENT BANK, une obligation au n^o: 288 de nom. LIT 5.000.000.-, pas de coupons attachés, 11%, 1989/96, remboursable le 21.02.1994 à 101%;
- Il résulte d'une information des personnes intéressées en date du 20 mars 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date du 25 août 1994 par exploit de l'huissier de justice Michelle *Thill* à Luxembourg portant sur les titres BANQUE INDOSUEZ, 9,25%, 1991/9, n^{os}: 22790/1 de 250.000 chacun;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Roland *Funk* à Luxembourg en date du 20 mars 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date des 20 et 27 juillet 1995 par exploit de son ministère dans la mesure où cet exploit portait sur les titres DEKALUX-S RENDITE 1/98, wkn 972 165, 14 certificats de 10 parts aux n^{os}: 778184/97.

Titres au porteur. – Mainlevée d'opposition (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur). – Il résulte d'une information des personnes intéressées en date du 21 mars 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:

d'une opposition signifiée en date du 7 octobre 1994 par exploit de l'huissier de justice Michelle *Thill* à Luxembourg portant sur les titres RENTINVEST SICAV Distribution, 120 actions, Code commun 001000101, 2 certificats de 50 aux nos.: 659.535/6, 1 certificat de 10 aux nos.: 478.715, coupon no.: 17 et suivants attachés.

Titres au porteur. – Oppositions (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte d'un exploit de l'huissier Georges Nickts à Luxembourg en date du 22 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
 - 1) KREDIETBANK LUXEMBOURGEOISE 1995/2002, 7 7/8%, cp 12/4, Code ISIN: XS0056332140, n^{os}: 907/11, 5x50.000,
 - 2) CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES 1994/2001, cp 16/11, Code ISIN: XS0053281951, n^o: 24163, 1x250.000;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Georges Nickts à Luxembourg en date du 22 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
 - 1) COMMERZBANK AG, EURO-OBLIGATIE LUX. FRANK, n^{os}: 12874/7, 4x250.000, coupon n^o: 1 annexé, n^o: 02190, 1x50.000, coupon n^o: 1 annexé, n^{os}: 02191/5, 5x50.000, coupon n^o: 1 annexé,
 - 2) IFICO, EURO-OBLIGATIE LUX. FRANK 95, 28.04.96, 7,625%, n^{os}: 2159/68, 10x100.000, coupon au 28.04.96 annexé;
- Il résulte de deux exploits de l'huissier de justice Georges Nickts à Luxembourg en date du 22 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
 - 1) P.B.I. S.A. Holding, 88 actions au porteur, sans valeur nominale aux n^{os}: 88/175, et 87 actions au porteur sans valeur nominale aux n^{os}: 1/87,
 - 2) G-BOND FUND RENTINVEST DISTR., Code valeur 192705-63-00, 22x100, aux n^{os}: 148437/58;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Marc Graser à Luxembourg en date du 22 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
G-BOND FUND SICAV G-RENTINBEL Distribution, 20 actions aux n^{os}: 27082/3, coupon n^o: 32 et suivants attachés, Code ISIN: LU0012062658;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Pierre Kremmer à Luxembourg en date du 26 mars 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:
PARBEL CAD 88/93, 29.11, 0% 1 certificat de 10.000 au n^o: 31.552, 9 certificats de 10.000 aux n^{os}: 31.589-97.

Titres au porteur. – Mainlevées d'opposition (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

- Il résulte d'un exploit en date du 22 mars 1996 de l'huissier de justice Marc Graser à Luxembourg que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date du 20 septembre 1995 par exploit de l'huissier de justice Roland Funk à Luxembourg portant sur les titres CREDITO ROMAGNOLO LUX., 8 coupons payables le 31 mai 1995 à 4.750,- LUF, 9,50%, 1991-96, détachés des titres aux n^{os}: 04+0050000+XS0031660821+00+006599/606;
- Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Marc Graser à Luxembourg en date du 26 mars 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:
d'une opposition signifiée en date du 16 juin 1995 par exploit de son ministère portant sur les titres CREDIT LOCAL DE FRANCE 93/96, 6 obligations, 7,50%, valeur totale CAD 24.000.-, échéance 16.02, n^{os}: 2093/4, 2096, 2097 (4x1000), n^{os}: 858/9 (2x10.000), tous les coupons attachés.

Administration des Contributions. – Nomination.

RECTIFICATIF

Au Mémorial B - n^o 8 du 20 février 1996, il y a lieu de lire à la page 134 «Madame Christiane Nau-Goeres» au lieu de «Madame Christiane Goeres-Nau».